

---

mondiale en général et sur les économies des pays moins développés (P.M.D.) en particulier les 120 milliards de dollars d'excédents de l'O.P.E.P. (correspondant dans l'ensemble à des déficits de \$50 milliards pour les P.M.D. et de \$70 milliards pour les pays développés). De plus, les dirigeants s'intéressèrent beaucoup aux relations avec les pays en voie de développement, demandant à leurs représentants personnels de leur présenter des conclusions sur le sujet, conclusions qui seraient étudiées à Ottawa en 1981.

**Les points saillants**

Une rétrospective des divers Sommets fait ressortir un certain nombre de points, comme suit :

— les grands problèmes économiques retenus par les dirigeants n'ont presque jamais varié : faible croissance, inflation, chômage, pressions protectionnistes, l'énergie sous ses nombreuses facettes et le dialogue Nord-Sud — bien que l'accent mis sur l'un ou sur l'autre ait pu changer ;

— on comprend de mieux en mieux le degré d'interdépendance qui existe tant entre les pays développés qu'entre ceux-ci et d'autres groupes de pays, qu'il s'agisse du tiers monde en général ou des pays de l'O.P.E.P. en particulier. Étant donné le degré d'interpénétration de nos économies occidentales dans les secteurs du commerce, de la finance et de l'investissement, pour ne mentionner que ceux-ci, cela signifie que les politiques nationales de tout grand pays ont de plus en plus d'effet sur les autres et qu'aucun pays ne peut ainsi gérer son économie seul. Par conséquent, les problèmes comme les taux d'intérêt et les stimulants ou les restrictions économiques doivent être attaqués conjointement par tous les pays occidentaux, même si chaque pays doit en juger lui-même s'il convient de prendre une mesure donnée. Il s'est également produit un rapprochement dramatique des pays du Sommet avec les pays pétroliers, qu'ils s'agisse de la demande occidentale de pétrole et de la recherche de débouchés par l'Ouest, de la dépendance de l'O.P.E.P. à l'égard des produits manufacturés et du savoir-faire des pays de l'Ouest ou de la nécessité pour l'O.P.E.P. d'effectuer des investissements sûrs et rémunérateurs. D'ailleurs, un grand nombre des pays du Sommet ont maintenant des liens commerciaux et financiers de plus en plus importants avec les autres pays en voie de développement, et les perspectives commerciales qu'offrent certains nouveaux pays industriels sont parmi les plus prometteuses ;

— les communiqués relativement optimistes consacrés à des questions précises sur le court terme ont graduellement fait place à des communiqués au ton relativement réaliste — voire opiniâtre — et visant un plus long terme. Les pays du Sommet comprennent de mieux en mieux que leurs problèmes ne peuvent être réglés rapidement et qu'ils sont appelés à connaître une période de croissance relativement faible, des coûts élevés pour l'énergie, de fortes pressions inflationnistes et des problèmes de chômage. Et si l'on tente d'établir des projections pour la fin du siècle — comme les participants l'ont fait à Venise —, les perspectives semblent peu encourageantes si l'on n'effectue pas entre temps d'importants changements de politique ;

— si les participants aux sommets se sont de plus en plus tournés vers un plus long

---